

Voici une lettre complémentaire au texte de J.Wajnsztein [Les indignés : écart ou sur-place ? Désobéissance, résistance et insubordination](#) . La lettre suivante est aussi de J.Wajnsztein et renvoie à la lecture du texte de Charles Reeve : [Quelques notes sur le mouvement des Indignés](#)

Le texte de Charles Reeve analyse le nouveau type d'action et certains diront de mouvement que représentent les « indignés » ou les « occupons Wall Street » à travers le filtre inchangé de la boîte à outil du marxisme sans véritable quantification des données permettant d'appuyer l'argumentation. La légitimation théorique actuelle de tout cela réside juste dans la référence à l'analyse de la crise par Paul Mattick Junior. Je reprends point par point ces énoncés (en caractères gras) pour les commenter et pour tout dire, les critiquer (en caractères courants) :

1) le capitalisme serait revenu à son état naturel de récession et de chômage. Mais alors comment expliquer une dynamique du capital qui fait son succès depuis deux siècles ? Cette première affirmation est d'ailleurs contredite par la seconde comme quoi on serait dans une situation de « crise de rentabilité du capital ». En effet, c'est comme pour la plus-value des fonctionnaires chez PI, il faut choisir : soit la crise de rentabilité est l'état naturel du capital soit c'est une situation de crise exceptionnelle.

2) dans le capitalisme actuel l'État ne jouerait plus son rôle interventionniste. Reeve raisonne encore en termes d'État-nation et non pas rapport au nouveau rôle de l'État dans le cadre d'un « capitalisme du sommet » qui est mondial et où il joue un rôle stratégique (rapport à l'environnement, problèmes climatiques, approvisionnement en énergie etc) et participe pleinement à côté d'autres forces à l'orientation et au contrôle du processus de globalisation. D'ailleurs, même quand il a joué historiquement ce rôle interventionniste, par exemple au niveau national, cela n'aurait servi à rien. C'est une critique infondée vis-à-vis de Keynes dont les théories ont été à la base de la sortie de crise des années 30 puis de la croissance des « Trente glorieuses », mais cette incohérence est liée logiquement à l'affirmation contenu dans le point précédent. Il ne peut y avoir de véritable stabilisation du capitalisme même dans le cadre de « l'économie mixte » (référence implicite au livre de P.Mattick Senior Marx et Keynes).

3) le secteur productif ne serait plus assez valorisateur pour entretenir un secteur public qui représenterait une ponction sur la plus-value produite par les actifs comme si la valorisation reposait encore sur les mêmes bases que celles du XIXème siècle, c-à-d sur les bases d'un travail productif strictement défini et délimité. Comme si le développement du capital fictif n'était que spéculatif et n'avait pas participé grandement à la restructuration des années 80-90, au rétablissement de la profitabilité des entreprises et à un nouveau bond en avant

(particulièrement aux EU) des dépenses en recherche-développement. Processus aboutissant à une intégration supérieure de la techno-science au processus productif d'ensemble et donc à de nouvelles perspectives de valorisation à travers le développement du general intellect et l'utilisation massive des NTIC. Non, pour Charles rien a changé, il y a toujours le même surproduit des productifs qui entretient ce secteur improductif et donc ce secteur improductif doit être réduit. Mais alors comment expliquer que les pays les plus puissants, comme les EU et le Japon augmentent le nombre de leurs « improductifs » (dans la pub, le marketing, les medias, la culture, le confort etc) alors que la France cherche à en diminuer le nombre afin d'augmenter sa productivité du travail ce qui ne l'empêche pas de perdre de sa puissance ?

En fait, même si c'est à partir d'autres bases théoriques, Reeve reprend le discours libéral (mais on sait que Marx fut par bien des côtés un fidèle des économistes classiques et particulièrement de Smith quant au rôle de l'État) sur l'État improductif dont les dépenses pèseraient sur le privé ce qui permet, soit dit en passant de justifier tout le discours alarmiste (et profondément démoralisateur pour des luttes potentielles) sur la dette publique alors que le « problème » de la dette se réduit techniquement à celui de l'intérêt annuel à verser (tout à fait supportable pour n'importe quel pays riche, par exemple pour l'Italie, l'équivalent d'un peu moins de 3% du PIB alors que la dette en représente 120%) dont le niveau dépend de décisions politiques et non de la fatalité d'une logique capitaliste. On comprend que Reeve ne le reconnaisse pas puisqu'il nie toute efficacité de l'action de l'État et même la réalité des politiques keynésiennes historiques de sortie de crise. Que ces politiques ne soient plus applicables telles quelles aujourd'hui dans le cadre d'économies ouvertes est une autre question qui n'est d'ailleurs pas réglée si on raisonne au niveau de la zone euro et non plus au niveau national.

Tout ce discours économique sur la crise du capitalisme s'accompagne d'un discours sociologique catastrophiste car unilatéral, mais finalement rassurant pour un marxisme qui croît toujours que plus la crise économique et sociale s'aggrave plus c'est une situation favorable pour le communisme quel que soit le rapport de force de l'époque :

1) les classes moyennes se prolétariseraient. Je ne reprendrais pas les développements que j'ai envoyé au réseau travers mes derniers échanges avec Max, mais je préciserais juste que le processus de moyennisation a continué au moins jusqu'en 2008. Ainsi, pour Daniel Cohen par exemple (Le Monde du 8/12/2009), le salaire médian entre 1970 et 2008 a doublé. Le processus de moyennisation s'est bien poursuivi au moins jusqu'à la « crise financière » et la tendance actuelle qui inverse ce mouvement est bien trop récent pour en tirer des conclusions fermes ou alors il faut reconnaître qu'il n'existe plus qu'une analyse et des projections militantes et non pas une analyse critique des transformations en cours. C'est en

tout cas un point de vue que je ne partage pas.

Certains phénomènes comme la croissance du chômage des cadres et des trajectoires d'ascension sociale plus courtes ne doivent pas faire penser principalement à une prolétarianisation dans la mesure où la croissance phénoménale des diplômés et du nombre de cadres a bien sûr transformé la nature de cette catégorie et ses fonctions hiérarchiques. Avant les années 60-70, les cadres sortis des grandes écoles étaient en nombre réduit et particulièrement les ingénieurs étaient dans l'entourage direct du patron et de même extraction sociale ou proche, alors qu'aujourd'hui, ils sont beaucoup plus des salariés car leur nombre a connu une croissance exponentielle à la mesure de la croissance économique et aussi à la mesure des changements qualitatifs qui se sont produits dans le processus de production, changements qui réduisent les fonctions de production directes, traditionnellement ouvrières encadrées par des « petits chefs » (« la maîtrise »), au profit de fonctions qui sont en amont et en aval du procès de production et qui demandent des qualifications de cadres. La banalisation des fonctions comme celle des diplômés produit donc un effet de démocratisation/massification de ses fonctions qui se retrouve au niveau syndical où à côté de la CGC, la CGT a même pu opérer une relative percée. Si leur statut reste donc supérieur à la moyenne des salariés (ils bénéficient d'une protection particulière avec un régime retraite propre, des mutuelles et un accès facilité au crédit), il n'y a pas de véritable homogénéité au sein de cette catégorie, mais au contraire une grande variété de situations en fonction de critères objectivés (types d'écoles et de secteurs d'activité, secteur public ou privé) et individualisés (compétence et investissement) créateurs de différenciations hiérarchiques. Enfin, si une majorité de cadres se rapprochent des autres salariés parce que finalement ils n'encadrent pas grand chose, une minorité est elle aussi exposée au risque par son extériorité de plus en plus grande au salariat (rétribution annexe par stock option, contrats de projets proches de contrats commerciaux, statut plus ou moins de travailleur indépendant etc) sans que cela les transforme en nouveaux prolétaires. Une fois de plus nous voyons (cf. mes remarques à Max) que parler en termes de classes moyennes n'a guère de sens et je ne reviens pas là-dessus sauf pour dire que si une partie de ces prétendues classes moyennes voit son niveau de vie actuellement stagner ou même régresser, une autre partie de celles-ci a été une des principales bénéficiaires de la croissance des revenus liées à l'épargne et au patrimoine au détriment de la croissance des revenus du travail. Pour mettre un peu d'humour à ce travail ingrat, je n'irais pas pleurer parce que certains ont perdu en Bourse ou que les plus-values sur leur Sicav monétaires ne sont plus exemptées d'impôt. En tout cas je n'en conclurais pas que ce durcissement de leurs conditions correspond à leur prolétarianisation !

2) les conditions sociales s'aggravaient (réapparition de la thèse d'une tendance récurrente

du capitalisme à la paupérisation) et surtout pour une jeunesse sans avenir. C'est un étonnant discours qui occulte le fait que pour une majorité des jeunes espagnols, être propriétaire de son logement avant même d'avoir travaillé représentait jusque là l'avenir¹. On peut bien sûr arguer du fait qu'il faut connaître l'illusion avant d'en être débarrassé, mais cela fait presque un siècle (c-à-d jusqu'aux dernières révolutions) que les illusions balayées ne donnent lieu qu'à de nouvelles illusions, à la résignation ou au cynisme désabusé.

3) les inégalités s'accroissent sans cesse. Or toutes les statistiques et particulièrement si elles sont corrigées par des données de long terme montrent le contraire si on ne tient pas compte de l'évolution particulière du décile supérieur² des revenus. Cette évolution particulière du décile supérieur et surtout du centile supérieur, phénomène qui a connu son ampleur maximale aux EU, explique le succès récent du slogan « Ils sont les 1%, nous sommes les 99% ». Toujours au niveau statistique, on peut dire que le problème est plutôt celui du partage de la valeur ajoutée. Si on regarde l'évolution des dix dernières années elle est éminemment défavorable aux salaires, alors que sur une évolution de plus long terme, par exemple sur 50 ans, on s'aperçoit d'une grande stabilité autour de 70% pour les salaires. L'augmentation du chômage, le niveau très bas des luttes salariales, une croissance ralentie et le choix politique de l'austérité transforment l'ancien compromis fordiste en bataille pour les parts de gâteau.

4) Nous serions dans un « monde de l'exclusion ». Cette dernière notion est liée, en France du moins, à un grand commis de l'État, R. Lenoir, qui à la fin des années 70 l'a proposé à Giscard d'Estaing, afin de lui signifier que le train de la croissance laissait du monde au bord de la route et qu'il aurait du mal à réaliser son projet de grande société des classes moyennes. Mais à part ce constat juste sur l'idéologie de l'État de l'époque, elle ne présente aucun caractère scientifique en tant que notion et les sociologues s'entre-déchirent pour la définir et lui trouver un contenu concret. A partir d'elle on peut dire exactement tout et son contraire. Un sociologue comme R.Castel s'en est bien rendu compte et cherchera des notions plus adaptées pour qualifier un processus certes désintégrateur, mais dans une société qui reste fondamentalement intégratrice. Il faut donc éviter toutes les simplifications ou exagérations telle par exemple celle de Ch. Reeve pour qui toutes les médiations d'intégration ne jouent plus leur rôle, de l'école à l'entreprise. La crise de ces médiations n'est pas analysée dans ces contradictions, par exemple à quoi sert de vouloir élever le niveau scolaire de toute une classe d'âge quand toute une partie de la force de travail devient inessentielle ou surnuméraire, mais là encore d'une manière unilatérale comme un pur délitement. Il n'y a pas une crise de la reproduction des rapports sociaux mais d'un côté l'intégration pour une petite minorité de privilégiés et la désocialisation pour la majorité des jeunes qui sont effectivement plus touchés par le mouvement de précarisation puisqu'ils

représentent un flux d'entrants sur le « marché du travail ». Ce n'est plus une analyse, c'est un tract !³. Ce qu'il y a de sûr, c'est que la plupart des jeunes indignés ou occupy⁴ n'émargent pas à cette catégorie « d'exclus » même s'ils se préoccupent des « exclus » comme dans les actions des indignés espagnols contre les expulsions dans les quartiers populaires.

J.Wajnsztein - 23 décembre 2011

1. Il faudrait quand même arrêter de pleurer sur des « victimes » consentantes et participantes à la reproduction d'ensemble des rapports sociaux sinon on ne peut plus comprendre le capital comme un rapport social d'interdépendance et on ne le voit que comme un monstre extérieur qui nous exploite et nous fait du mal sans que nous soyons le moins du monde impliqué dans ce processus. [↔]
2. Si on ne considère que les revenus du travail, mais je pense que c'est la perspective de Charles puisqu'il parle du salariat et de la baisse des salaires. Pour lui, la baisse des salaires correspondrait à une loi d'airain du capitalisme (contredite statistiquement par toute l'évolution de long terme y compris pour les pays émergents), alors qu'elle correspond plus modestement aujourd'hui à une solution de facilité pour abaisser les coûts de production dans un contexte où les coûts du travail sont pratiquement les seuls coûts qui restent variables (les coûts des matières premières sont des cours mondiaux sur lesquels les puissances interviennent en amont, mais qui sont ensuite les mêmes pour tout le monde, les coûts des machines sont fixes par définition) et peuvent servir de variable d'ajustement. Il est vrai que dans les grandes entreprises, le mode de régulation fordiste, assurait une sorte de fixité des coûts de la plus grande partie de la main d'œuvre en situation de CDI ou d'emploi à vie et que les conditions actuelles de concurrence poussent à réduire le nombre de ces travailleurs fixes par un mouvement structurel d'éclatement des grandes unités de production avec individualisation des conditions de travail et de salaires.

D'après l'OCDE, les écarts de salaires se sont peu accrus en France du fait de la baisse générale du temps de travail des plus riches (les cadres principalement qui ont bénéficié à plein de l'effet 35H) comme des plus pauvres ce qui n'est pas ou moins vrai pour les autres pays où les évolutions ont pu jouer en sens contraire.

Cette tendance propre à la France est renforcée par l'importance prise par le travail féminin et le maintien d'un haut niveau d'emploi dans la fonction publique et parapublique. Même si l'exemple des suppressions massives de postes dans l'EN (correspondant pour la plupart à un fort niveau de départ à la retraite) montre bien la

fragilité de l'édifice, on est encore loin d'une « précarisation » de la fonction publique et a fortiori de sa disparition. On a l'impression que le terme de précarisation comme celui d'exclusion sert de mot valise pour voyager tranquille au pays fantasmé du militant. Mais si on revient sur terre et qu'on se met à différencier les stocks et les flux de force de travail, on s'aperçoit alors que ce mouvement de précarisation touche surtout les flux et assez peu des stocks qui restent largement majoritaires. C'est encore plus vrai en France, où la faiblesse relative du mouvement de précarisation et la résistance à la flexibilité par rapport à d'autres pays sert d'explication partielle à un niveau de chômage élevé. Toutefois, comme je l'ai déjà dit, les flux de salariés sont plus touchés que les stocks et les flux comprenant plus de jeunes que d'autres catégories d'âge, ils se trouvent mécaniquement plus touchés. Si on veut être complet et ne pas céder à la sinistrose sans tomber dans l'euphorie negriste, on peut quand même voir dans cette précarité des jeunes, un reste du mouvement de refus du travail des années 60-70. Rester dans l'entre-deux n'est pas dû qu'à un manque de perspective subi par une masse amorphe. Que ce soit dans les banlieues ou parmi la masse toujours plus élargie des étudiants, le travail apparaît surtout comme une contrainte et le salariat comme moyen légal d'accès à la « thune ».

Si on étend ce regard statistique au niveau de vie en général, c-à-d en tenant compte des revenus sociaux et en s'en tenant à la France, on repère une grande stabilité des inégalités, plus grande que dans la majorité des pays européens et qu'aux EU La tranche des 1% des plus riches n'est que partiellement devenu plus riche (contrairement aux EU). Il ne fait pas de doute que la protection sociale continue à jouer son rôle amortisseur en période récessive et ce malgré des avantages rognés et un aspect moins redistributif avéré. [↔]

3. Il faut n'avoir pas le moindre rapport avec l'école pour ne pas se rendre compte à quel point elle conserve de son importance, y compris dans les milieux les plus défavorisés, parmi les personnes issues de l'immigration et particulièrement pour les filles issues de ces milieux.

[↔]

4. D'après une lettre de David Graeber (<http://www.mouvements.info/A-propos-du-respect-des-regles-du.html>), le mouvement « Occupons W-S » serait celui d'une génération qui a joué le jeu (celui d'Obama par exemple) et qui a été flouée. [↔]